

confiance, sentiment que faute d'expression meilleure, nous appelons "stabilité". La stabilité toutefois n'indique rien de définitif. J'ai noté que certains honorables députés de l'autre côté avaient voulu confondre ces deux mots. S'il est une chose sur laquelle le ministre des Finances a appuyé soigneusement, en parlant de stabilité, c'est que, en ce qui concerne toute loi, et notamment en matière de tarif, il n'y avait rien de définitif. Il a parlé particulièrement et expressément de la nécessité probable d'une modification de certains item du tarif concernant les consommateurs et les besoins de la production. Il a mentionné ces choses, et s'il faut revenir sur la signification, de ses paroles, j'appellerai l'attention de la Chambre sur le fait qu'à peine le ministre des Finances avait-il prononcé le mot stabilité qu'il commençait à parler de la réciprocité et de traités de commerce avec les Etats-Unis, qui nécessiteraient des modifications du tarif dès qu'ils seraient adoptés. Non, ce que mon honorable ami tentait de faire entendre par des observations à la Chambre c'était que le Gouvernement, après avoir soigneusement étudié la situation sous toutes ses faces, en était venu à la conclusion, étant donné l'état de choses actuel au Canada relativement aux autres pays, qu'il devait informer le peuple canadien que le tarif demeurera stable pendant un certain temps, à moins que pour des raisons d'urgence, il n'y ait lieu d'y apporter des modifications. C'est ce que mon honorable ami a voulu expliquer clairement à la Chambre et il a agi ainsi pour la raison que ce que le Canada peut accomplir avec justice en matière de révision de tarif dépend nécessairement en grande partie de ce que font nos voisins du sud et ce qui se produit en Europe.

Quelle est notre position vis-à-vis des Etats-Unis? Depuis la convention libérale, les Etats-Unis ont imposé un tarif plus élevé que tout ce qu'on avait vu auparavant entre les deux pays. Ce qu'on nomme le tarif Fordney-McComber fonctionne au détriment du Canada. Est-il ici un député qui peut se lever et dire: "Nonobstant ce fait évident, nous sommes d'avis que nous devrions faire disparaître la muraille élevée contre les Etats-Unis et leur permettre d'exporter au pays d'une manière encore plus préjudiciable à nos industries que dans le passé. Prenons la situation en Europe, et je suis d'avis qu'elle est pour beaucoup dans les difficultés dont souffrent nos amis de l'Ouest. Notre tarif n'est pas la seule cause. Dans ces discussions sur le budget tous les maux dont peuvent souffrir les diverses régions du pays sont attribués à cette seule et unique cause. La raison pour laquelle l'ouest

[Le très hon. Mackenzie King.]

canadien souffre aujourd'hui est en grande partie due au fait que la demande pour nos grains et nos matières premières n'est plus ce qu'elle avait l'habitude d'être, ce qu'elle devrait être ni ce qu'elle sera tant que la situation en Europe ne sera pas plus stable qu'elle ne l'est en ce moment. Nous sommes d'opinion que la stabilité de la situation européenne et un changement favorable dans le tarif américain ne sont pas susceptibles de se produire d'ici quelque temps et c'est pourquoi nous croyons, qu'en attendant ce changement de la situation extérieure, nous devons donner au peuple canadien l'assurance que nous ne voulons pas avoir un tarif instable, parce que c'est bien la signification du terme. Ce mot doit être employé non seulement relativement à son synonyme, mais aussi à son antonyme. Nous ne voulons pas d'un tarif instable alors que la situation est instable dans diverses parties de l'univers.

Néanmoins, nous avons tenté d'insérer au budget des mesures qui, si elles ne sont pas très apparentes pour le moment, le deviendront davantage à mesure que les années s'écouleront et aideront à modifier la situation. Nous avons augmenté la préférence britannique sur tous les articles venant de la Grande-Bretagne par un port canadien. Pourquoi cela? Une des raisons qui ont poussé le Gouvernement à agir ainsi, et probablement la raison de laquelle est tout d'abord née l'idée, c'est que la Grande-Bretagne, la mère patrie, a levé l'embargo existant sur nos bestiaux expédiés aux marchés anglais. Nous voulons que la mère patrie constate et sache que lorsqu'elle nous fait une concession qui nous est nécessaire, nous sommes également prêts à faire quelque chose de notre côté et faire preuve de bonne volonté. Nous voulons voir continuer cette procession de navires traversant vers la Grande-Bretagne chargés de nos bestiaux des plaines de l'Ouest, mais nous désirons aussi que ces navires nous reviennent chargés de marchandises qui seront utiles aux citoyens de l'Ouest comme à ceux du reste du pays. De cette manière, nous comptons développer notre commerce.

Il est un autre but que nous avons en vue. Nous avons tenté d'établir nos chemins de fer et aucun groupe du Parlement n'a parlé plus que les progressistes de la nécessité de nationaliser les chemins de fer et souhaité plus ardemment le succès de notre réseau national. Nous sommes d'avis que si nous pouvons donner un essor à notre commerce par nos propres ports nous aiderons le développement et l'entretien de notre réseau national. Nous pensons que le moment est venu où nous devons tenter d'amener à nos voies ferrées toutes les marchandises que nous pouvons espérer leur